



Montreuil, le 20 juin 2017

**LE MARDI 27 JUIN 2017,
JOUR D'INSTALLATION DES NOUVEAUX DÉPUTÉS !
*ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS !***

Certes, après son élection à la présidence de la République, Emmanuel Macron détient une majorité absolue à l'Assemblée Nationale.

Néanmoins, les électrices et les électeurs n'ont pas voulu lui accorder les pleins pouvoirs puisque 58 % des électrices et des électeurs se sont abstenus – un record sous la cinquième République – lors du second tour des élections législatives.

Se mobiliser pour un Code du travail plus protecteur des salarié-e-s

Dans un tel contexte, il ne saurait y avoir adoption d'une nouvelle loi réformant le Code du Travail sur ordonnance pour aller plus loin dans la dérèglementation du droit du travail, l'inversion de la hiérarchie des normes, la facilitation des licenciements et le plafonnement des indemnités versées, le référendum d'entreprise à la seule initiative des employeurs ou encore la fusion des instances représentatives des personnels.

Pour la CGT, la loi Travail, adoptée par 49-3 sous la précédente mandature et rejetée par des millions de manifestant-e-s, une large majorité de l'opinion publique et des organisations syndicales, doit être abrogée.

Par ailleurs, la CGT demande aux pouvoirs publics l'ouverture d'un réel processus de négociations afin que ses propositions et ses revendications pour l'élaboration d'un Code du Travail du XXI^{ème} siècle porteur de droits et de protections de haut niveau de l'ensemble des salarié-e-s soient prises en compte.

Se mobiliser pour reconquérir et développer la protection sociale

Loin de ne porter que sur la seule question du droit du travail, le programme d'Emmanuel Macron c'est aussi des attaques en règle contre nos systèmes de sécurité et de protection sociales avec notamment le transfert des cotisations sociales vers la contribution sociale généralisée, la casse de l'assurance chômage ou encore l'instauration d'un régime de retraite unique par point et la liquidation à terme du code des pensions civiles et militaires.

Se mobiliser pour une Fonction Publique porteuse de progrès social

Le programme d'Emmanuel Macron, c'est aussi une attaque en règle contre les services publics, la Fonction Publique et ses personnels.

Ainsi, en procédant à la création d'un ministère de l'action et des comptes publics, il a confirmé sa volonté d'effacement de la Fonction Publique et de la soumettre toujours plus aux politiques d'austérité.

Emmanuel Macron entend baisser de 60 milliards d'euros la dépense publique sous son quinquennat. Ce sont 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires dont 70 000 au titre de la fonction publique territoriale et 50 000 au titre de la fonction publique de l'Etat.

C'est un « rendez-vous salarial » annoncé par le ministre, Gérard Darmanin, en 2017, tout en disant qu'il n'y aura pas d'augmentation des salaires.

C'est le développement de la rémunération au mérite alors que la CGT ne cesse d'exiger l'abrogation du RIFSEEP.

C'est la volonté de décorrélérer la valeur du point d'indice des trois versants de la fonction publique et de mettre fin à sa hausse uniforme.

C'est un statut général des fonctionnaires jugé « inapproprié » par le candidat Macron qu'il entend mettre en pièce.

De premières attaques sont déjà portées à l'encontre des personnels de la Fonction Publique à l'image de l'annonce gouvernementale de rétablissement du jour de carence et un gel supplémentaire de 6,5 millions d'euros des crédits dédiés au financement des politiques d'action sociale interministérielles de la fonction publique de l'Etat s'ajoutant à des crédits déjà amputés par rapport à l'année 2016.

Dans un tel contexte, il y a besoin de construire et d'engager la mobilisation pour imposer d'autres choix et construire une Fonction Publique porteuse de progrès social !

D'ores et déjà, l'Union Fédérale des Syndicats de l'Etat CGT travaille à la construction, dans un cadre unitaire du plus haut niveau possible, des rapports de forces et des processus d'actions nécessaires pour imposer d'autres choix.

Ensemble, engageons la mobilisation !

Le 27 juin 2017, jour d'installation des députés à l'Assemblée nationale, des rassemblements et des manifestations seront organisés dans les territoires.

***En Ile-de-France, à l'appel des organisations syndicales régionales,
CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF,
un rassemblement sera organisé à partir de 12 heures
à l'esplanade des Invalides à proximité de l'Assemblée nationale.***

***L'Union Fédérale des Syndicats de l'Etat CGT sera présente
à cette première initiative qui en appellera d'autres
pour imposer le progrès social.***

***L'Union Fédérale des Syndicats de l'Etat CGT appelle les personnels
à participer à ces mobilisations.***